

## Mémoire présenté au BAPE pour le projet GNL, Québec (Énergie Saguenay)

Je me présente comme professeur retraité de l'UQAC. J'ai œuvré en théologie et en éthique sociale, tout en étant impliqué dans le milieu communautaire, en particulier, comme secrétaire-trésorier des Journées sociales du Québec pendant 25 ans.

D'entrée de jeu, je suis opposé au projet de GNL Québec dans notre région dite « éloignée » ou périphérique et aux passages éventuels de ces énormes bateaux dans notre magnifique rivière Saguenay avec toutes les conséquences néfastes très prévisibles... Pour moi, c'est un véritable cri du cœur! Je veux être, à ma façon, le porte-parole de la majorité silencieuse, toutes ces personnes qui n'ont pas le temps ni les moyens de lire quotidiennement un journal comme Le Devoir, qui ignorent souvent qu'une armée de lobbyistes pro-pétrole albertain ont envahi, les officines gouvernementales, depuis les derniers mois, pour obtenir un soutien financier de l'État après l'annonce du retrait du fonds Berkshive Hathaway et des 4 milliards de son propriétaire. Tout cela en pleine pandémie du coronavirus 19 qui n'est pas sans lien avec la crise climatique qui menace notre environnement au plan mondial.

Le projet démesuré et « dépassé » de GNL Québec va à l'encontre justement du jugement de nombreux scientifiques qui nous envoient des signaux d'alarme importants qui menacent la survie de la planète, si les dirigeants de nos pays dits démocratiques, en particulier, ne posent pas des actions urgentes qui s'imposent pour effectuer une importante transition énergétique.

Pourquoi devrait-on permettre à de riches investisseurs étrangers de faire miroiter tant de milliards qui impressionnent tant de régionaux et de sociétés peu préoccupés par les soins à apporter à notre « maison commune » ou à notre « mère-terre »? Quelle astuce de la part de ces gros investisseurs d'utiliser le territoire de deux régions dites périphériques ou « éloignées » pour contourner les grands centres qui avaient refusé, il y a quelques années, le passage d'un oléoduc albertain, n'ayant pas obtenu l'acceptabilité sociale de la population locale? C'est navrant!

Le risque climatique demeure en tête des grandes menaces contre l'économie mondiale et, selon une enquête du Pew Research Center, cité dans Le Devoir, il est en tête des préoccupations de nombreux pays avec un taux de 83% pour la France, l'Italie et l'Espagne... le Canada se traîne un peu les pieds à 67%!

L'ONU, il y a quelques mois, plaidait pour une sortie de crise verte et proposait de s'attaquer rapidement à la crise climatique, à la pollution croissante et au déclin de la biodiversité... La sortie de crise actuelle devrait impliquer une réduction marquée de notre dépendance aux énergies fossiles.

SELON L'IRÉNA (Agence Internationale de l'énergie renouvelable), chaque million de dollars investi dans l'éolien, le solaire ou l'hydroélectricité générerait trois fois plus d'emplois que l'équivalent dans le secteur des énergies fossiles... (il) appelle aussi à réformer le prix des énergies fossiles et à pousser les financement verts, « priorités immédiates »...

Voir, Agence France-Presse, Paris, dans Le Devoir du 25 juin 2020.

Le pape François, dans son importante encyclique Loué sois-tu (Laudato si), du 24 mai 2015, paragraphe, 13, a écrit : « Ceux qui luttent avec vigueur pour affronter les conséquences dramatiques de la crise de l'environnement sur la vie des plus pauvres dans le monde, méritent une gratitude spéciale ».

Dans leur message du 1<sup>er</sup> mai 2020, à l'occasion de la Fête des travailleurs et des travailleuses, les évêques du Québec rappelaient ceci : « Au Québec, plus de 400 municipalités, représentant près de 80% de la population ont signé la Déclaration universelle d'urgence climatique (DUC). Plus de 205,000 personnes ont signé le Pacte pour la transition énergétique...et le 27 septembre 2019, plus des 500,000 citoyens et citoyennes prenaient part à la plus grande manifestation de l'histoire du Québec ».

« En août 2020, le gouvernement Trudeau a redit son intention d'une « relance verte » pour accélérer la nécessaire transition énergétique. Or, un rapport de l'Association canadienne et québécoise des médecins pour l'environnement estimait que le respect du Canada de ses promesses de réduction de gaz à effet de serre (GES), non seulement sauverait plus de 100,000 vies, mais créerait 1,3 million de nouveaux emplois durables entre 2030 et 2050. Mais pour ce faire, il ne faudrait pas seulement doubler les investissements dans l'économie propre... mais les quadrupler... Cet argent n'aurait pas seulement à venir de la poche des gouvernements, mais de projets bien ficelés ayant le pouvoir d'intéresser les investisseurs privés... »

(Voir Éric Desrosiers, Un outil de relance verte... dans Le Devoir, 21 août 2020, p. B-4.)

Dans un article intitulé, Une autre grande banque délaisse les sables bitumineux, Le Devoir, 28 juillet 2020, p. B-5, Éric Desrosiers parle de la Deutsche Ban dont la décision s'applique à l'extraction, à l'exploration, à sa transformation, et même à son transport. Il mentionne, en même temps, qu'un bon nombre de banques ont pris la même décision : la Britannique HSBC, la BNP Paribas et Société Générale, la Norges Bank Investment Management, la Banque centrale de Suède, la caisse de retraite des Pays-Bas, ainsi que le plus important gestionnaire de fonds, le Black Rock, et autres...

Chers membres du BAPE, je termine en vous remerciant de m'avoir permis d'exprimer mes convictions les plus profondes au sujet de ce projet trop ambitieux et trop risqué porté par GNL, Québec avec l'appui financier de riches investisseurs américains. Comme nous sommes tous impliqués dans ce grand défi de la crise climatique, nous voulons tous faire partie de la solution.

19 octobre 2020